

**Groupe d'études
relatif aux sapeurs-pompiers,
à la sécurité civile et à la gestion des crises**

Paris, le jeudi 18 septembre 2025

M. Sébastien Lecornu
Premier ministre
Hôtel de Matignon, 57 rue de Varenne
75007 Paris

Monsieur le Premier ministre,

À l'heure où vous prenez vos fonctions, il nous importe, comme membres du groupe d'études de l'Assemblée nationale relatif aux sapeurs-pompiers, à la sécurité civile et à la gestion des crises, d'appeler votre attention sur quatre points suscitant de fortes attentes de la part des sapeurs-pompiers volontaires et de la Fédération nationale des sapeurs-pompiers de France avec qui nous sommes en contact permanent.

D'abord, près de deux ans et six mois après la promulgation de la loi du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale, les mesures d'application de son article 24 qui dispose que des trimestres supplémentaires sont attribués, dans la détermination de la retraite, pour l'accomplissement de dix années de volontariat de sapeurs-pompiers n'ont pas été prises. Cette carence prive les intéressés de l'effet utile de la réforme, en violation d'une jurisprudence établie depuis plus d'un demi-siècle par le Conseil d'État.

Ensuite, tandis que cet engagement a plusieurs fois été pris, aucune revalorisation de l'indemnité horaire de base prévue par l'article L. 723-9 du code de la sécurité intérieure n'est intervenue depuis deux ans. Compte tenu de l'inflation, ce qui s'apparente à un gel est une baisse : il suffit de modifier l'arrêté du 26 septembre 2023 pour la compenser ; cela consolidera l'attractivité de nos casernes.

Par ailleurs, se fait partout sur le territoire entendre l'inquiétude de possibles coupes quant à la nouvelle prestation de fidélisation et de reconnaissance : une telle perspective doit être écartée, en maintenant aussi bien à titre rétroactif que pour l'avenir l'esprit du décret du 2 juillet 2020 et de son association gestionnaire.

La dernière alerte concerne les travaux des inspections générales des affaires sociales et de la sécurité civile : il ne faudrait pas que de leur rapport conjoint de décembre 2023 – au demeurant jamais officiellement publié – soit tirée l'idée de limiter le volume horaire hebdomadaire ou annuel des gardes et astreintes des volontaires d'une façon qui serait profondément néfaste pour la capacité opérationnelle des centres d'incendie et de secours, alors que la spécificité française du volontariat vis-à-vis tant du salariat que du bénévolat doit au contraire être défendue devant nos partenaires de l'Union européenne.

Femmes et hommes engagés dans un contexte toujours plus tendu au regard du vieillissement de la population, du changement climatique et des agressions que commettent certains habitants contre des agents publics, les 200 000 sapeurs-pompiers volontaires espèrent que le Gouvernement sera prompt à passer des promesses ressassées et des annonces récentes du « Beauvau » aux concrétisations réglementaires et budgétaires indispensables pour les services d'incendie et de secours.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de notre haute considération.

Mme Sophie Pantel, co-présidente, M. Didier Lemaire, co-président

Mmes Valérie Bazin-Malgras, Anne Bergantz, Sylvie Bonnet, Danielle Brulebois, Virginie Duby-Muller, Agnès Firmin Le Bodo, Félicie Gérard, Florence Goulet, Justine Gruet, Marine Hamelet, Catherine Hervieu, Tiffany Joncour, Katiana Levavasseur, Christine Loir, Marie Pochon, Angélique Ranc, Catherine Rimbart, Anne-Sophie Ronceret, Valérie Rossi ; MM. Laurent Alexandre, Franck Allisio, Thibault Bazin, Fabrice Brun, Paul Christophe, Paul-André Colombani, Pierre Cordier, Romain Daubié, Hervé de Lépinay, Jocelyn Dessigny, Alexandre Dufosset, Jean-Marie Fiévet, Yoann Gillet, Julien Gokel, Daniel Grenon, Michel Guiniot, Jean-Michel Jacques, René Lioret, David Magnier, Emmanuel Mandon, Éric Michoux, Yannick Monnet, Christophe Naegelen, Christophe Plassard, Julien Rancoule, Nicolas Ray, Jean-Pierre Taite, David Taupiac, Michel Taverne, Stéphane Viry